

industrialisés ou en voie d'industrialisation, ne l'avait pas été à l'unanimité; certains membres y avaient de sérieuses objections. Malgré les injures que lui lançait à ces réunions le représentant de l'Union soviétique, M. Eklund accepta d'être proposé par le Conseil à la Conférence générale comme futur directeur général de l'Agence. On savait donc avant l'ouverture de la Conférence que ce serait un point important de l'ordre du jour, mais on n'avait pas prévu qu'il éclipserait tous les autres et que les principaux adversaires de M. Eklund négligeraient totalement ou ne défendraient que pour la forme certains de leurs intérêts les plus constants, afin de concentrer plus complètement l'attention et les efforts de la Conférence sur cette question.

Ceux qui s'opposaient à la nomination de M. Eklund étaient le bloc soviétique, un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie, notamment l'Inde. L'URSS et ses satellites soutenaient que la nomination du nouveau directeur général s'était faite sans consultations préalables et que l'Occident cherchait à imposer un candidat de son choix à l'Agence. Or, disaient les Soviétiques, le poste de directeur général avait pendant quatre ans été occupé par un Occidental, et la nomination d'un autre représentant de l'Ouest serait en violation du principe de la représentation géographique équitable. Il était temps que l'Occident se rende compte qu'il y a trois groupes de puissances dans le monde et que les grandes fonctions internationales doivent aller alternativement à des représentants de ces trois groupes. Le poste de directeur général devrait cette fois être confié au représentant de l'un des pays afro-asiatiques non engagés que l'Occident était résolu à exclure de la direction. Au surplus, il importait que les administrateurs principaux de tous les organismes des Nations Unies soient désignés à l'unanimité, ce qui n'avait pas été dans le cas de M. Eklund.

Objections de l'Inde

L'Inde soutenait, également, qu'il n'y avait pas eu de consultations préalables au sujet de la nomination du directeur général. Une autre raison de son opposition à la nomination de M. Eklund était que le directeur général devait avoir l'appui de tous les États, et tout particulièrement des pays les plus avancés dans le domaine de l'énergie atomique. L'Inde ne pouvait appuyer un candidat que n'accepteraient pas soit les États-Unis, soit l'Union soviétique. Les représentants des pays afro-asiatiques opposés à la nomination de M. Eklund ont invoqué les arguments de l'Union soviétique et de l'Inde au sujet du manque de consultations préalables et de la nécessité que le directeur général ait l'appui à la fois des États-Unis et de l'Union soviétique; plusieurs ont réclamé une représentation plus grande et à un niveau plus élevé au sein du Secrétariat.

Les délégués favorables à la nomination de M. Eklund, y compris le délégué du Canada, ont rappelé à la Conférence que celui-ci avait été élu à une très forte majorité par le Conseil des gouverneurs (17 voix contre 3, et 3 abstentions). Ils ont fait valoir que le choix du Conseil avait été limité à deux candidats, dont le meilleur était M. Eklund. Au point où en est le développement de l'Agence, ont-

ils fait o
homme c
sant d'un
sur le pla

Point de
Le repré
organism
leurs pos
dant l'id
sait. Le
d'Asie o
évit de c
mais nor
compéter

La C
contre 16
que son p



La délégat
atomique, à
Canada au
sident de l'
rieures. Au
Canada à V
l'Énergie at